

U Yvelines

«U Yvelines», Bulletin de la section des Yvelines - Bimestriel

Fédération Syndicale Unitaire de l'enseignement, l'éducation, la recherche et la culture

FSU78: 24 rue Jean Jaurès 78190 Trappes

Tél. : 01 30 51 83 36 – courriel : fsu78@fsu.fr

Directeur de publication : Simon Gautier

N° CPAP : 0720 S 07501 – Déposé le : 23 juin 2022

BOIS D'ARCY
PIC 78/28

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

N°119

Avril

Mai

Juin

2022

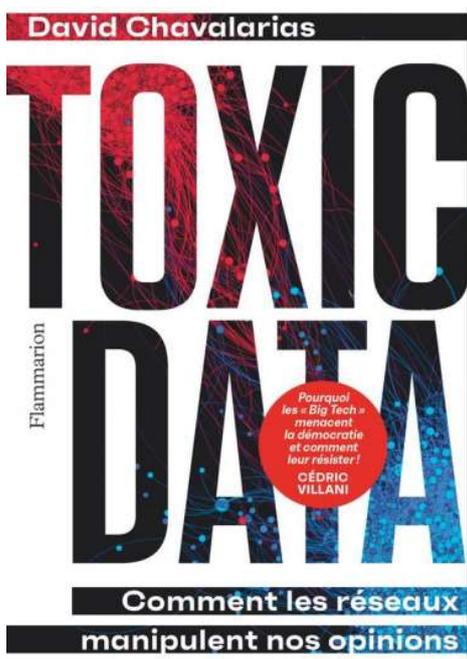
ÉDITO

Environ 48,5 millions de personnes inscrites sur les listes électorales, 26 millions d'abstentionnistes, qui se trouvent majoritairement dans les franges les plus jeunes et les plus pauvres de la population. Sur 22,5 millions de votants, les deux-tiers ont donné leur suffrage à une formation allant de la droite à l'extrême-droite. Avec environ 4 millions de voix au premier tour, 3,5 millions au second et 89 députés, le RN, atteint un niveau inédit. Il va recevoir environ 10 millions d'euros d'aides publiques par an, « épongera » une partie

de ses dettes et continuera ainsi son travail de sape et de haine de l'autre. Certes, les forces de gauche ont remporté entre 130 et 140 sièges. Et si dans les Yvelines, on se réjouira de l'élection de deux de ces députés, sur la 8e et la 11e circonscription, la France n'a pourtant rarement été autant à droite, et notre société autant dans une situation de quasi-balkanisation.. La macronie en brouillant volontairement les lignes a fait exploser le « front républicain » et permis au RN d'être le grand vainqueur de ces élections. Le gouvernement rencontrera certes des difficultés pour constituer les majorités nécessaires à sa politique ordo-libérale. Mais, en ce qui concerne l'école et l'hôpital, il est à craindre qu'au vu de la proximité très forte entre les positions des Républicains et des macronistes sur ces sujets, il y parvienne si nous ne faisons pas bloc ! Les travailleuses et les travailleurs ont un pouvoir énorme entre les mains. Ils ont la capacité de faire reculer le gouvernement,

à commencer par le 1er enjeu celui des retraites. La percée de la gauche à ses élections législatives devra être un point d'appui incontournable dans les luttes qui se profilent. Et soyons-en sûr, c'est par un mouvement social fort, large, par des organisations syndicales renforcées (et pourquoi pas transformées), que l'on construira ce qui a fait jusque-là défaut : un projet de société à la hauteur des enjeux économiques, sociaux, climatiques, environnementaux auquel nous faisons déjà face, et qui seront de plus en plus importants dans les années à venir. Il nous faut gagner la bataille idéologique, il nous faut remporter l'hégémonie culturelle. Retroussons-nous les manches, car les seules luttes perdues sont celles que l'on ne mène pas.

EVELYNE BRAS DIANA
CO SECRETAIRE DEPARTEMENTALE
DE LA FSU 78



"En septembre 2021, soit quelques mois après l'attaque du Capitole par des soutiens de Donald Trump, un sondage du Center for Politics de l'Université de Virginie (UVA) montrait que 52% des électeurs de Trump et 41% de ceux de Biden étaient « plutôt d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'idée qu'il était temps de couper le pays en deux, entre Etats historiquement Républicains et Etats historiquement démocrates ! Que près de la moitié des citoyens d'un pays considèrent qu'il n'y a plus lieu de faire nation commune, voilà un triste exemple de tissu social déchiré. La démocratie ne s'en porte que plus mal."

Un tel sondage en France, proposant la découpe du territoire en trois zones (au vu de la polarisation de la société française qui semble s'imposer depuis la dernière présidentielle) donnerait-il des résultats similaires ? Bien malin celui qui serait capable de répondre de façon assurée, positivement ou négativement, à cette question. Notre société semble tout autant fragmentée que la société étasunienne, et la dernière séquence électorale n'aura pas contribué à panser ces plaies qui semblent de plus en plus profondes. Lire Toxic Data, c'est se plonger dans l'exploration des arcanes des réseaux sociaux, et plus largement de l'univers de l'économie numérique, qui a totalement bouleversé la vie quotidienne de milliards d'êtres humains depuis des années 2000. Quelques mots sur l'auteur : David Chavalarias est un mathématicien, directeur de l'Institut des Sciences Complexes Paris Île-de-France, directeur de recherches CNRS et travaillant notamment au sein du Centre d'analyse et de mathématiques sociales à l'EHESS. Depuis 2016, il dirige le projet Politoscope (politoscope.org) dont l'objectif est de

permettre au grand public « de plonger dans les masses de données générées sur les réseaux sociaux grâce à des outils et méthodes d'analyses produites par la recherche ».

L'ouvrage s'ouvre sur l'hypothèse ainsi formulée : le modèle économique actuel de la Big Tech, fondé sur la marchandisation de l'influence sociale, est incompatible avec la pérennité de nos démocraties. Sur un peu plus de 270 pages, David Chavalarias va tenter de prouver la véracité de son hypothèse, en faisant appel à l'analyse des données (essentiellement celles de Twitter et de Facebook) et en s'appuyant sur des travaux de sociologie, psychologie, sciences politiques... Le constat est à la fois accablant, fascinant, et effrayant.

Les exemples égrenés tout au long de l'ouvrage sont autant d'études de cas qui montrent comment les entreprises de la Big Tech ont totalement bouleversé les rapports sociaux de plusieurs milliards d'êtres humains, mais aussi à quel point leurs créations semblent être autant de boîtes de Pandore.

"A dix-huit reprises dans leur réponse à la Chambre des Représentants des Etats-Unis, les représentants de Facebook répètent ce mantra : « Comme l'a dit notre PDG Mark Zuckerberg, quand vous construisez quelque chose sans précédent comme Facebook, vous êtes fatalement amenés à faire quelques erreurs. » On ne peut trouver déclaration plus emblématique du chemin qu'a pris la société numérique capitaliste. Des entreprises privées, sous couvert de « missions d'intérêt général », se donnent comme ambition de modifier les rapports sociaux, en réalité à des fins lucratives et sans aucun contrôle démocratique. Ici et là, elles s'autorisent quelques expérimentations dictées par leur modèle économique. De fil en aiguille, les interactions humaines finissent par se concentrer sur quelques grandes plateformes numériques ; tout le contraire de l'idéal originel du World Wide Web qui reposait sur une approche décentralisée des informations."

David Chavalarias annonce les choses clairement : le modèle économique du capitalisme d'influence rend possible la manipulation des environnements numériques par des puissances hostiles (ou des factions politiques opposées à la démocratie), qui n'hésitent pas à se servir de relais « locaux » et des prouesses de l'IA (capable désormais de générer des bots difficilement détectables) pour créer de véritables « chambres d'écho » suffisamment importantes pour avoir une visibilité au-delà des réseaux sociaux, afin de faire valoir leurs intérêts.

Le modèle économique des réseaux sociaux, fondé sur la collecte de données personnelles gracieusement fournies par les utilisateurs permettant la mise en place de campagnes de publicité ciblées très efficaces, permet aussi la mise en place de campagne politiques en ligne aux visées rarement louables. Une agence russe nommée Internet Research Agency a pu ainsi créer de toutes pièces des pages Facebook suivies par des millions de personnes aux Etats-Unis, administrées par des bots dirigés depuis Saint-Pétersbourg. Cette agence pu ainsi organiser entre 2015 et 2017 pas moins de 129 événements sur le sol des Etats-Unis, en s'appuyant sur des pages Facebook, postant des vidéos, des photos, sur différentes plateformes afin de donner l'illusion que d'innombrables personnes s'intéressaient à ces contenus. Facebook a ainsi reconnu qu'environ 126 millions d'étasuniens avaient été exposés à des contenus produit par cette agence russe, qui opérait dans tous les sens : « patriotes », suprémacistes blancs, mouvements afro-américains, vétérans, policiers, défenseurs du port d'arme, communautés LGBT... grâce au ciblage publicitaire permis par la plateforme, contre un investissement en somme toute très modique (quelques milliers de dollars au total). Parmi ces 129 événements, une manifestation / contre-manifestation à Houston en mai 2016 (à partir d'une fausse information annonçant l'ouverture d'une bibliothèque par un centre islamique avec des fonds publics) totalement organisées depuis le sol russe qui mit alors le FBI en état d'alerte. Six ans plus tard, au vu de l'évolution extrêmement rapide de la technologie, on ose à peine imaginer ce qu'il est désormais possible de réaliser en la matière.

David Chavalarias démontre sans aucun doute la nocivité extrême des réseaux sociaux pour la démocratie, et plus largement de l'action des entreprises de la Big Tech qui jouent désormais un rôle politique de premier plan et dont les objectifs économiques pourraient, à court ou à moyen termes, contribuer fortement à l'installation de « démocraties illibérales », voire de régimes autoritaires ou dictatoriaux. Voilà donc une lecture dont on ne sort pas indemne, que l'on ne peut qu'au moins conseiller comme préalable à l'usage de tout réseau social. En attendant, celle-ci (comme l'observation de l'état de délitement des liens sociaux) amène à de nombreuses réflexions sur l'état de la démocratie en France et dans le monde, et sur ce qui pourrait – et devra – être mis en place pour sauver ce principe qui reste encore bien fragile.



En réponse à la mobilisation de nombreux collectifs et de citoyen.nes, tout particulièrement les étudiant.es et les personnels d'AgroParisTech, le préfet des Yvelines avait dû déclarer en novembre 2021 l'arrêt de la procédure d'attribution du Domaine de Grignon au groupe Altarea Cogedim, tout en annonçant dans le même temps une nouvelle procédure de cession qui devait être engagée au deuxième semestre 2022.

C'est donc au moment où cette nouvelle procédure doit démarrer que le SNETAP-FSU et la CGT-Agri réaffirment leur position sur ce patrimoine de

l'agronomie française et de la formation supérieure agricole, qui doit rester dans le domaine public de l'État et garder sa vocation première. Ce site d'AgroParisTech est aujourd'hui encore une partie de l'école nationale d'agronomie et un domaine public appartenant à l'État. Il doit le rester.

La volonté du Gouvernement précédent était de céder ce lieu historique (avec les autres sites franciliens d'AgroParisTech), au privé afin de participer au financement du projet d'un «grand pôle d'excellence scientifique» sur le campus de Paris-Saclay. Malgré l'opposition déjà très forte en 2019, l'État avait quand même cédé le bâtiment historique de la rue Claude Bernard. La vente de celui-ci avait atteint un prix bien plus élevé que prévu et devait pouvoir éviter la dilapidation du reste du patrimoine et en particulier Grignon.

Face aux enjeux des transitions qui s'imposent au monde agricole, transition

agroécologique notamment... ce site historique est un outil public de formation, de vulgarisation et de recherche précieux et indispensable. Alors qu'à quelques kilomètres de là un site privé vient d'ouvrir en se positionnant sans complexe (école HECTAR à Lévis-St-Nom, voir publication n°116), l'abandon du domaine de Grignon et le renoncement du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, à la veille d'une loi d'avenir et d'orientation agricole annoncée, seraient incompréhensibles.

Le SNETAP-FSU, la CGT-Agri, les étudiant.es et personnels d'AgroParisTech ainsi que les collectifs mobilisés restent donc vigilants et ne lâchent rien. De nouvelles actions pourraient voir le jour dans le cas où l'Etat – via la préfecture des Yvelines – maintiendrait sa volonté de dilapider ce site historique et indispensable à la recherche.

MENACES DE SANCTION CONTRE UNE RESPONSABLE SYNDICALE : POUR LA FSU C'EST NON

La protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) La protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) est une administration déconcentrée du ministère de la justice. Elle a pour mission l'accompagnement des jeunes âgés de moins de 21 ans ayant commis des délits, ou à la marge, des enfants en danger. Plusieurs types de structures existent, allant du suivi en milieu ouvert jusque l'établissement pénitentiaire pour mineurs, dans lequel les éducateurs de la PJJ interviennent au côté des surveillants pénitentiaires.

Le contexte dégradé, par la réforme de la fonction Publique et les modifications du Droit pénal des Mineurs exacerbe des pratiques délétères de management qui se multiplient. Ce contexte autorise visiblement des dérives inquiétantes de la hiérarchie dans le traitement de ses agents.

Le mal-être s'accroît dans les services avec son lot d'arrêts maladie, de démissions, de demandes de mutation et de plaintes ! Ces situations rencontrent des traitements bien différents, notamment s'agissant des plaintes classées sans

suite, et de leurs conséquences sur les agents concernés.

De « l'avancement » pour certains, et des menaces de sanctions pour d'autres. Il n'est pas bien vu de dénoncer les pratiques opaques et clientélistes de ceux-là même qui s'exemptent du cadre institutionnel qu'ils devraient faire respecter.

C'est ainsi qu'une collègue syndicaliste qui a dénoncé ces pratiques, dont certaines concernent notamment des humiliations sexistes et sexualisées lors des réunions de travail..., va passer en conseil de discipline. Son dossier disciplinaire, monté de toutes pièces et en un temps record, s'appuie sur une enquête administrative menée « en toute partialité » par ceux-la même qui se trouvent responsables des services qui seraient directement concernés par les pratiques qu'elle a dénoncées. La Direction Territoriale reconnaît d'ailleurs être intervenue auprès du plaignant (aujourd'hui débouté) pour encourager son dépôt de plainte contre cette collègue, au surprenant motif « de pouvoir agir ».

Agir contre quoi ? Contre qui ? Contre

la liberté d'expression et le droit syndical ?

Cette situation illustre comment peuvent-être détournées les procédures pour se débarrasser de ceux qui respectent le droit afin d'en nommer d'autres plus « complaisants » aux postes de responsabilité.

La FSU78 apporte tout son soutien à cette collègue et continuera à intervenir pour dénoncer ces procédés inadmissibles et lutter pour y mettre un terme.

N'hésitez-pas à interpeller la FSU si vous êtes confrontés ou témoins de ce type de situation : fsu78@fsu.fr

La FSU78 et le SNPES-FSU-PJJ organisent un rassemblement à Paris le 29 juin prochain à partir de 13h30 rue de la Gare devant le bâtiment Olympe de Gouge 75019 pour soutenir notre collègue pendant que se réunira à 14h son conseil de discipline.

Venez nombreux et faisons entendre nos voix pour dénoncer de tels agissements !

EVELYNE BRAS DIANA
POUR LA FSU78



Le Comité Technique Spécial Départemental (CTSD), réuni plusieurs fois par an par la Direction Académique, présente aux représentants des organisations syndicales élus ses projets de répartition des moyens : pour les collèges et lycées, dotations en heures d'enseignement, postes d'enseignants et moyens vie scolaire.

Uniquement consultative, cette instance contraint cependant l'administration à la transparence sur les choix effectués. Durant les 5 années du quinquennat Macron, le gouvernement a continué de supprimer des moyens, malgré

une hausse démographique continue et une crise sanitaire inédite qui appelait pourtant des réponses à la hauteur des enjeux. Si cette contraction des moyens a limité la marge de manœuvre, les élus ont sans relâche fait entendre à l'administration la dégradation des conditions de travail, porté les demandes des établissements, défendu un service public d'éducation de qualité pour tous. Ils ont joué un rôle essentiel de transmission des informations, notamment auprès des syndiqués, favorisant les mobilisations : motions de CA, courriers à la direction académique, grèves locales ... Ces actions, combinées aux interventions des représentants de la FSU ont permis des avancées : transferts d'heures supplémentaires en heures poste (+ 163 heures en collège après le CSTD de janvier), 9 créations de postes, passage à 18 heures de supports réservés à des titulaires sur zone de remplacement (TZR) rendant possible l'exercice temps plein sur un seul établissement, moyens AED en plus pour 8 établissements en juin

UNE RENTRÉE SOUS TENSION LES ÉLUS FSU NE LÂCHERONT RIEN

Des avancées certes marginales à l'échelle du département, mais non négligeables pour les collègues dont les conditions d'exercice se trouvent améliorées, alors que le recours accru aux heures supplémentaires détériore les conditions d'exercice, empêche des créations de postes, que les conditions d'affectations des TZR sont de plus en plus dégradées et que la vie scolaire sont exsangues après 2 années de crise sanitaire qui les a mises sous pression.

Avec près de 500 élèves de plus que cette année, et sans mesures d'ampleur pour pallier les conséquences à long terme de la pandémie, le second degré fera, plus encore que les années précédentes, une rentrée 2022 sous tension. Les élus de la FSU seront présents avec les établissements pour soutenir et fédérer les mobilisations, pour un mois de septembre revendicatif et combatif !

DELPHINE ROMAGNY
SNES FUS



Ce gouvernement a imposé pendant cinq ans des politiques délétères à l'Éducation Nationale. La situation du service public d'éducation est historiquement grave, notre institution est au bord de l'effondrement comme le montre la crise du recrutement.

Celle-ci est désormais systémique faute, notamment, de réelle revalorisation salariale et d'amélioration de nos conditions de travail. Les projets de réforme d'Emmanuel Macron, ses déclarations à Marseille le 2 juin, avec des propos souvent méprisants ou déconnectés de la réalité prouvent qu'il compte bien poursuivre sa politique ultralibérale de destruction du service public d'éducation.

En organisant un « job dating » à grand renfort de communication, le Rectorat de Versailles reconnaît ce que la politique menée par Jean-Michel Blanquer a entraîné, une très forte désaffection pour les concours de l'Éducation nationale. Le manque d'enseignants statutaires est particulièrement préoccupant dans les

Yvelines. Mais ce mode de recrutement est également la marque de la volonté de recruter essentiellement des contractuels et donc de s'attaquer à nos statuts.

Par ailleurs il est aberrant de faire croire qu'on peut recruter des enseignants en quelques minutes, lors d'un entretien qui ne permet ni de vérifier les connaissances académiques et didactiques ni les compétences pédagogiques que les candidats aux concours travaillent plusieurs années de suite et appliquent lors de stages en classe. L'ersatz de formation promis aux futurs collègues ne peut être satisfaisant. Les conditions d'exercice de ces futurs collègues nous inquiètent.

L'école doit bénéficier de plus de moyens afin de résorber le déficit d'école subi depuis 2 ans, de fonctionner sereinement, d'aider tous les élèves et peut-être enfin s'attaquer franchement aux inégalités. Le dialogue social a été laminé et les opérations concernant vos promotions et vos nominations sont désormais arbitraires sans le souci de l'équité et de la transparence propre à tout exercice de l'autorité. Salaires, conditions de travail, mobilité, liberté pédagogique, collectif de travail, baisse des effectifs dans toutes les classes, autant de thèmes mis en exergue par nos collègues dans la grande enquête menée par le SNUipp-FSU. La

LE MINISTRE A IL (ENFIN) TOUCHÉ LE FOND ?

rupture avec le ministère de l'éducation nationale est également implacable : seuls 5 % des collègues interrogés faisaient encore confiance au ministre Blanquer.

Ce sont désormais des actes et non de vagues promesses ou des symboles de rupture qui sont attendus par la profession.

SNUIPP FSU 78



UNE INFLATION RECORD DEPUIS 5 ANS...
UN POINT D'INDICE QUI N'AUGMENTE PAS...
DÉGEL ET RATTRAPAGE : UNE URGENCE !

